

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

F. 95 — 138

[S — 16005]

23 DECEMBRE 1994

Loi instituant un régime communautaire d'aides à la préretraite en agriculture (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1^o Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants :

L'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, créé auprès du Ministère des Classes moyennes par l'arrêté royal n^o 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants;

2^o statut social des travailleurs indépendants :

Le statut social des travailleurs indépendants, visé par l'arrêté royal n^o 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants;

3^o Office national des pensions :

L'Office national des pensions, visé par l'arrêté royal n^o 513 du 27 mars 1987 portant suppression de la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie et réorganisation de l'Office national des pensions pour travailleurs salariés;

4^o régime communautaire d'aides à la préretraite en agriculture :

Le régime d'aide visé par le règlement (C.E.E.) n^o 2079/92 du Conseil du 30 juin 1992 instituant un régime communautaire d'aides à la préretraite en agriculture;

5^o cédant :

Le chef d'une exploitation ayant une superficie de 5 ha au minimum qui cesse complètement et définitivement toute activité agricole à des fins commerciales au titre du présent régime communautaire d'aides à la préretraite;

6^o repreneur-agriculteur :

La personne qui succède au cédant à la tête de l'exploitation agricole et en agrandit la taille, ou bien l'exploitant qui reprend tout ou partie des terres libérées par le cédant afin d'agrandir ainsi son exploitation;

7^o repreneur-non agriculteur :

Toute personne ou tout organisme qui reprend tout ou partie des terres libérées pour les affecter à un usage non agricole, à la sylviculture ou à la création de réserves écologiques;

8^o terres libérées :

Les terres qui étaient exploitées par le cédant avant qu'il cesse l'activité agricole à des fins commerciales et sur lesquelles il cesse de pratiquer l'agriculture;

9^o zone d'application :

Le territoire belge auquel s'applique le régime communautaire d'aides visé au 4^o.

(1) *Session ordinaire 1993-1994.*

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n^o 1171-1. — Rapport, n^o 1171-2. — Amendement, n^o 1171-3.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 23 et 24 novembre 1994.

Session 1994-1995.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n^o 1623-1. — Amendements, n^o 1623-2. — Rapport, n^o 1623-3.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances du 20 décembre 1994.

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 95 — 138

[S — 16005]

23 DECEMBER 1994

Wet tot instelling van een communautaire steunregeling voor vervroegde uittreding in de landbouwsector (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1^o Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen :

Het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen opgericht bij het Ministerie van Middenstand bij het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen;

2^o sociaal statuut der zelfstandigen :

Het sociaal statuut der zelfstandigen bedoeld in het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen;

3^o Rijksdienst voor Pensioenen :

De Rijksdienst voor Pensioenen, bedoeld in het koninklijk besluit nr. 513 van 27 maart 1987 tot afschaffing van de Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen en tot reorganisatie van de Rijksdienst voor werknemerspensioenen;

4^o communautaire steunregeling voor vervroegde uittreding in de landbouwsector :

De steunregeling bedoeld in de verordening (E.E.G.) nr. 2079/92 van de Raad van 30 juni 1992 tot instelling van een communautaire steunregeling voor vervroegde uittreding in de landbouwsector.

5^o cedent :

Het bedrijfshoofd van een bedrijf met een oppervlakte van ten minste 5 ha dat in het kader van de communautaire steunregeling voor vervroegde uittreding zijn commerciële landbouwactiviteit volledig en definitief beëindigt;

6^o overnemer-landbouwer :

De persoon die de cedent aan het hoofd van het landbouwbedrijf opvolgt en het bedrijf vergroot, of het bedrijfshoofd dat de vrijgekomen grond van de cedent geheel of gedeeltelijk overneemt om zodoende zijn eigen bedrijf te vergroten;

7^o overnemer-niet-landbouwer :

Elke persoon of iedere instelling die de vrijgekomen grond geheel of gedeeltelijk overneemt en deze bestemt voor niet-agrarische doeleinden, bosbouw of de aanleg van ecologische reservaten;

8^o vrijgekomen grond :

De grond die de cedent vóór de beëindiging van de landbouwactiviteit voor commerciële doeleinden exploiteerde en die hij niet meer voor landbouwdoeleinden gebruikt;

9^o toepassingsgebied :

Het Belgisch grondgebied waar de communautaire steunregeling bedoeld in 4^o van toepassing is.

(1) *Gewone zitting 1993-1994.*

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 1171-1. — Verslag, nr. 1171-2. — Amendement, nr. 1171-3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 23 en 24 november 1994.

Gewone zitting 1994-1995.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 1623-1. — Amendementen, nr. 1623-2. — Verslag, nr. 1623-3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 20 december 1994.

Art. 2. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi peut revoir la superficie minimale de l'exploitation du cédant, prévue à l'article 1er, 5°, à la baisse pour les exploitations spécialisées dans des secteurs qui rencontrent de graves problèmes structurels.

Art. 3. En vue de l'exécution du règlement (C.E.E.) n° 2079/92 du Conseil du 30 juin 1992 instituant un régime communautaire d'aides à la préretraite en agriculture, le Roi est habilité à fixer par arrêté délibéré en Conseil des ministres les modalités d'application de ce régime communautaire d'aides.

Il déterminera notamment :

1° les conditions et les engagements que doivent respectivement remplir un cédant, un repreneur-agriculteur et un repreneur-non agriculteur;

2° la procédure d'introduction de la demande et du recours administratif;

3° les administrations chargées de l'application du régime communautaire d'aides, ainsi que leurs tâches, pour autant qu'elles ne soient pas déterminées par la présente loi;

4° la récupération et la suspension des suppléments en cas de non-respect d'un engagement;

5° la durée de validité du régime communautaire d'aides;

6° les modalités de financement.

Art. 4. Pour avoir droit à ce régime communautaire d'aides, le cédant doit bénéficier d'une pension anticipée de travailleur indépendant en vertu des dispositions de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, et de la loi du 15 mai 1984 portant des mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

Pour confirmer que le cédant satisfait à toutes les conditions de ce régime communautaire d'aides, le Ministère de l'Agriculture transmet une attestation à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la forme et le contenu de cette attestation.

Art. 5. Le cédant pour lequel le Ministère de l'Agriculture a transmis l'attestation visée à l'article 4 à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, reçoit entre 60 et 65 ans un supplément annuel à sa pension octroyée conformément aux dispositions de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et en application de la loi du 15 mai 1984 portant des mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

Ce supplément annuel est obtenu en appliquant la formule suivante :

97 100 francs + (6 060 francs/hectare × le nombre d'hectares), « le nombre d'hectares » désignant la superficie de terres libérées transmise à un ou plusieurs repreneurs-agriculteurs et/ou repreneurs-non agriculteurs.

Le nombre d'hectares libérés qui peut être pris en considération est de 5 hectares au minimum et de 24 hectares au maximum.

Le supplément annuel ne peut cependant excéder le montant de la pension anticipée à titre d'indépendant à laquelle le cédant a droit.

Par ailleurs, la somme du montant de la pension fixée conformément au premier alinéa, et du supplément annuel ne peut, au moment de son octroi, être supérieure à 485 000 francs par an. Le Roi peut adapter ce montant par arrêté délibéré en Conseil des ministres au 1er janvier 1997, en tenant compte de l'évolution du coût de la vie.

Le supplément annuel octroyé n'est pas adapté à l'évolution du coût de la vie, ni à une quelconque modification des montants de pension octroyés non liée à la carrière.

Art. 6. Le cédant, pour lequel le Ministère de l'Agriculture a transmis l'attestation visée à l'article 4 à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, reçoit, entre 65 et 75 ans, un supplément annuel à la pension octroyée conformément aux dispositions de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et en application de la loi du 15 mai 1984 portant des mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

Ce supplément annuel est calculé comme suit :

1° S'il s'agit d'une pension de retraite :

(P.M. × F.C. × 5 p.c. × A.A.) + (P.M. × A.A./45).

2° S'il s'agit d'une pension de survie :

(P.M. × A.A./45).

Art. 2. Bij een in Ministerraad overlegd besluit kan de Koning de minimum oppervlakte van het bedrijf van de cedent, bepaald in artikel 1, 5°, naar beneden toe herzien voor gespecialiseerde bedrijven van sectoren die in ernstige structurele problemen verkeren.

Art. 3. Met het oog op de uitvoering van verordening (E.E.G.) nr. 2079/92 van de Raad van 30 juni 1992 tot instelling van een communautaire steunregeling voor vervroegde uittreding in de landbouwsector wordt de Koning gemachtigd, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de nadere regels voor de toepassing van deze communautaire steunregeling te bepalen.

Hij zal inzonderheid bepalen :

1° de voorwaarden en verbintenissen waaraan respectievelijk moet worden voldaan door een cedent, een overnemer-landbouwer en een overnemer-niet-landbouwer;

2° de procedure inzake de indiening van de aanvraag en van het administratief beroep;

3° de administraties die met de uitvoering van deze communautaire steunregeling belast zijn, evenals hun taken, voor zover ze niet bij deze wet geregeld zijn;

4° de terugvordering en schorsing van de supplementen in geval van niet-naleving van een verbintenis;

5° de geldigheidsduur van deze communautaire steunregeling;

6° de nadere regels voor de financiering.

Art. 4. Om recht te hebben op deze communautaire steunregeling moet de cedent het vervroegd pensioen als zelfstandige genieten krachtens de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen en de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

Ter bevestiging dat de cedent voldoet aan al de voorwaarden van deze communautaire steunregeling zendt het ministerie van Landbouw een attest over aan het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen.

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, vorm en inhoud van dit attest.

Art. 5. De cedent, voor wie het ministerie van Landbouw het in artikel 4 bedoelde attest heeft overgezonden aan het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, ontvangt vanaf de leeftijd van 60 jaar tot 65 jaar een jaarlijks supplement op het pensioenbedrag dat toegekend werd overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen en de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

Dit jaarlijks supplement wordt verkregen door toepassing van de volgende formule :

97 100 frank + (6 060 frank/ha × aantal ha), waarin « aantal ha » staat voor de oppervlakte vrijgekomen grond die aan een of meer overnemers-landbouwers en/of overnemers-niet-landbouwers werd overgedragen.

Het aantal ha vrijgekomen grond dat in rekening gebracht kan worden, bedraagt minimum 5 en maximum 24 hectaren.

Het jaarlijks supplement mag evenwel niet meer bedragen dan het vervroegd pensioen als zelfstandige waar de cedent recht op heeft.

Bovendien mag de som van het overeenkomstig het eerste lid bepaalde pensioenbedrag en van het jaarlijkse supplement, op het ogenblik van de toekenning ervan, niet meer bedragen dan 485 000 frank per jaar. De Koning kan dit bedrag, bij een in Ministerraad overlegd besluit, per 1 januari 1997 aanpassen, rekening houdend met de evolutie van de kosten van levensonderhoud.

Het toegekende jaarlijks supplement wordt niet aangepast aan de evolutie van de kosten van levensonderhoud noch aan enige niet aan de loopbaan gebonden wijziging van de toegekende pensioenbedragen.

Art. 6. De cedent voor wie het ministerie van Landbouw het in artikel 4 bedoelde attest heeft overgezonden aan het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen ontvangt vanaf de leeftijd van 65 jaar tot 75 jaar een jaarlijks supplement op het pensioenbedrag dat toegekend werd overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen en de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

Dit jaarlijks supplement wordt berekend als volgt :

1° Indien het een rustpensioen betreft :

(M.P. × L.B. × 5 pct. × J.V.) + (M.P. × J.V./45).

2° Indien het een overlevingspensioen betreft :

(M.P. × J.V./45).

Les abréviations utilisées dans ces formules signifient :

P.M. : le montant de la pension minimum visée à l'article 131 bis de la loi du 15 mai 1984 portant des mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

F.C. : fraction de carrière telle que fixée en application des dispositions de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et de la loi du 15 mai 1984 portant des mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions après application éventuelle de l'article 19 de l'arrêté royal n° 72 précité.

A.A. : nombre d'années de cessation anticipée (de 1 à 5 ans au maximum) au sens de l'article 3, § 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des indépendants.

Le supplément annuel ainsi accordé n'est pas adapté à l'évolution du coût de la vie ni à une quelconque modification des montants de pension octroyés non liés à la carrière.

Art. 7. Après le décès du cédant-bénéficiaire, le conjoint survivant qui bénéficie d'une pension de survie en tant qu'indépendant, reçoit le supplément annuel visé à l'article 5, et ce jusqu'au mois au cours duquel le cédant-bénéficiaire aurait atteint l'âge de 65 ans.

Le supplément annuel ne peut cependant excéder le montant de la pension de survie à laquelle le conjoint survivant a droit.

Par ailleurs, la somme du montant de la pension de survie et du supplément annuel auxquels le conjoint survivant a droit ne peut être supérieure à 485 000 francs par an. Le Roi peut adapter ce montant par arrêté délibéré en Conseil des ministres au 1er janvier 1997, en tenant compte de l'évolution du coût de la vie.

Ensuite, le conjoint survivant qui bénéficie d'une pension de survie en tant qu'indépendant recevra pendant une période de dix ans le supplément visé à l'article 6, alinéa 2, 2°.

Art. 8. Les dépenses pour le préfinancement par le statut social des travailleurs indépendants des pensions anticipées, dont jouissent les cédants qui bénéficient de l'aide communautaire régie par la présente loi, sont jusqu'à concurrence de 53,55 p.c. mises à charge des moyens réinvestis des cotisations sociales de solidarité prévus à l'arrêté royal n° 12 du 26 février 1982 relatif à la cotisation sociale de solidarité à charge des bénéficiaires de revenus professionnels non liés à l'indice des prix à la consommation et à l'arrêté royal n° 186 du 30 décembre 1982 relatif à la cotisation sociale de solidarité due pour l'année 1983 par les bénéficiaires de revenus professionnels non liés à l'indice des prix à la consommation. Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres le mode de mise à charge du pourcentage susmentionné.

Art. 9. § 1er. Dans l'article 5, § 2, 2°, de l'arrêté royal n° 12 du 26 février 1982 relatif à la cotisation sociale de solidarité à charge des bénéficiaires de revenus professionnels non liés à l'indice des prix à la consommation, les mots « conformément à l'arrêté ministériel du 18 janvier 1984 instaurant une subvention-intérêt supplémentaire pour la première installation en agriculture et en horticulture pour les demandeurs jusqu'au 31 mars 1985 et en faveur du statut social des travailleurs indépendants, secteur des pensions, jusqu'à concurrence du coût du préfinancement porté par celui-ci conformément à l'article 8 de la loi du 23 décembre 1994 instituant un régime communautaire d'aides à la préretraite en agriculture » sont ajoutés après les mots « des jeunes ».

§ 2. Dans l'article 6, § 2, 2°, de l'arrêté royal n° 186 du 30 décembre 1982 relatif à la cotisation sociale de solidarité due pour l'année 1983 par les bénéficiaires de revenus professionnels non liés à l'indice des prix à la consommation, les mots « conformément à l'arrêté ministériel du 18 janvier 1984 instaurant une subvention-intérêt supplémentaire pour la première installation en agriculture et en horticulture pour les demandeurs jusqu'au 31 mars 1985 et en faveur du statut social des travailleurs indépendants, secteur des pensions, jusqu'à concurrence du coût du préfinancement porté par celui-ci conformément à l'article 8 de la loi du 23 décembre 1994 instituant un régime communautaire d'aides à la préretraite en agriculture » sont ajoutés après les mots « des jeunes ».

Art. 10. Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les ingénieurs agronomes de l'Etat, les inspecteurs et les contrôleurs des matières premières agricoles et d'autres fonctionnaires désignés par le ministre de l'Agriculture sont habilités à veiller au respect des dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

In deze formules wordt verstaan onder :

M.P. : het bedrag van het minimumpensioen bedoeld in artikel 131 bis van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

L.B. : de loopbaanbreuk zoals vastgesteld met toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen en de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, na eventuele toepassing van artikel 19 van voornoemd koninklijk besluit nr. 72.

J.V. : het aantal jaren vervroeging (van 1 tot maximum 5 jaar) in de zin van artikel 3, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.

Het aldus toegekend jaarlijks supplement wordt niet aangepast aan de evolutie van de kosten van levensonderhoud noch aan enige niet aan de loopbaan gebonden wijziging van de toegekende pensioenbedragen.

Art. 7. Na het overlijden van de cedent-rechthebbende ontvangt de langstlevende echtgenoot die een overlevingspensioen als zelfstandige geniet, het jaarlijks supplement bedoeld in artikel 5 tot de maand waarin de cedent-rechthebbende de leeftijd van 65 jaar zou hebben bereikt.

Het jaarlijks supplement mag evenwel niet meer bedragen dan het overlevingspensioen waar de langstlevende echtgenoot recht op heeft.

Bovendien mag de som van het overlevingspensioen en van het jaarlijks supplement waar de langstlevende echtgenoot recht op heeft, niet meer bedragen dan 485 000 frank per jaar. De Koning kan dit bedrag, bij een in Ministerraad overlegd besluit, per 1 januari 1997 aanpassen, rekening houdend met de evolutie van de kosten van levensonderhoud.

Hierna ontvangt de langstlevende echtgenoot die een overlevingspensioen als zelfstandige geniet, voor een periode van tien jaar het jaarlijks supplement bedoeld in artikel 6, tweede lid, 2°.

Art. 8. De uitgaven voor de prefinanciering door het sociaal statuut der zelfstandigen van de vervroegde pensioenen, genoten door de cedenten die de bij deze wet geregelde communautaire steun genieten, worden ten belope van 53,55 pct. ten laste gelegd van de wederbelegde middelen van de sociale solidariteitsbijdragen bedoeld in het koninklijk besluit nr. 12 van 26 februari 1982 houdende de sociale solidariteitsbijdrage ten laste van de genietters van bedrijfsinkomsten die niet aan de index van de consumptieprijzen gebonden zijn en het koninklijk besluit nr. 186 van 30 december 1982 houdende de sociale solidariteitsbijdrage verschuldigd voor het jaar 1983 door de genietters van bedrijfsinkomsten die niet aan de index van de consumptieprijzen gebonden zijn. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de wijze waarop het hierboven genoemde percentage zal worden ten laste gelegd.

Art. 9. § 1. In artikel 5, § 2, 2°, van het koninklijk besluit nr. 12 van 26 februari 1982 houdende de sociale solidariteitsbijdrage ten laste van de genietters van bedrijfsinkomsten die niet aan de index van de consumptieprijzen gebonden zijn worden na de woorden « van jongeren » de woorden « overeenkomstig het ministerieel besluit van 16 januari 1984 houdende invoering van een bijkomende rentetoeelage voor de eerste installatie in land- en tuinbouw voor aanvragen tot 31 maart 1985 en ten gunste van het sociaal statuut der zelfstandigen, sector pensioenen, ten belope van de door haar gedragen kosten van de prefinanciering, overeenkomstig artikel 8 van de wet van 23 december 1994 tot instelling van een communautaire steunregeling voor de vervroegde uitreding in de landbouwsector » toegevoegd.

§ 2. In artikel 6, § 2, 2°, van het koninklijk besluit nr. 186 van 30 december 1982 houdende de sociale solidariteitsbijdrage verschuldigd voor het jaar 1983 door de genietters van bedrijfsinkomsten die niet aan de index van de consumptieprijzen gebonden zijn, worden na de woorden « van jongeren » de woorden « overeenkomstig het ministerieel besluit van 16 januari 1984 houdende invoering van een bijkomende rentetoeelage voor de eerste installatie in land- en tuinbouw voor aanvragen tot 31 maart 1985 en ten gunste van het sociaal statuut der zelfstandigen, sector pensioenen, ten belope van de door haar gedragen kosten van de prefinanciering, overeenkomstig artikel 8 van de wet van 23 december 1994 tot instelling van een communautaire steunregeling voor vervroegde uitreding in de landbouwsector » toegevoegd.

Art. 10. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, zijn de rijkslandbouwkundige ingenieurs, de inspecteurs en controleurs van de grondstoffen voor de landbouw en andere ambtenaren aangewezen door de minister van Landbouw bevoegd om controle uit te oefenen op de naleving van de bepalingen van deze wet en van de uitvoeringsbesluiten ervan.

Les procès-verbaux dressés par des fonctionnaires constituent des pièces probantes jusqu'à ce que la preuve contraire ait été apportée. Une copie en est notifiée aux contrevenants, par lettre recommandée à la poste, dans les quinze jours qui suivent le constat de l'infraction.

Les fonctionnaires peuvent effectuer une perquisition domiciliaire moyennant mandat du juge du tribunal de police, uniquement entre 5 heures du matin et 9 heures du soir. Un mandat est également requis pour la perquisition des autres lieux non accessibles au public, entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

Les fonctionnaires peuvent se procurer tous les renseignements et documents qu'ils jugent nécessaires pour mener à bien leur mission et procéder à toutes les constatations utiles, éventuellement en collaboration avec des experts, désignés par le ministre de l'Agriculture.

Art. 11. Sans préjudice de l'application de peines plus sévères prévues par le Code pénal ou par des lois pénales particulières, est puni d'une amende de vingt-six à cinq cents francs quiconque enfreint les dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution.

Art. 12. Les décisions prises en application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution peuvent faire l'objet d'un recours auprès du ministre de l'Agriculture.

Art. 13. Les demandes visées à l'article 3, alinéa 2, 2°, doivent être introduites avant le 1er octobre 1996 et pour autant que la date de la prise de cours de la pension soit au plus tard le 1er décembre 1996. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, prolonger ce délai par périodes d'un an, mais avec un maximum de trois ans.

Art. 14. Le Roi peut, par dérogation aux dispositions de l'article 3, § 3, de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des indépendants, et dans le cadre de ce régime, fixer une autre date d'entrée en vigueur pour la pension de retraite demandée par le cédant.

Art. 15. § 1er. Sont abrogés :

1° la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture, telle que modifiée par l'arrêté royal du 25 février 1974, la loi du 3 juin 1975 et l'arrêté royal du 5 août 1980;

2° l'arrêté royal du 14 juin 1971 relatif à l'entrée en vigueur de la nouvelle législation sur l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture, fixée par la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture;

3° l'arrêté royal du 14 juin 1971 portant certaines mesures d'exécution de la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture;

4° l'arrêté royal du 14 juin 1971 fixant les conditions de l'application de la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture par le Fonds agricole;

5° l'arrêté royal du 10 novembre 1971 exécutant l'article 4, 5e alinéa, de la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture, modifié par l'arrêté royal du 9 septembre 1983;

6° l'arrêté royal du 10 novembre 1971 modifiant l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage;

7° l'arrêté royal du 15 avril 1977 portant une définition de l'année agricole et déterminant la durée de la période pour laquelle l'indemnité de sortie est accordée;

8° l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les conditions d'octroi de l'indemnité de sortie aux demandeurs qui exploitent une entreprise comprenant en tout ou en partie une culture de raisins sous verre;

9° l'arrêté royal du 21 octobre 1980 portant certaines mesures d'exécution de la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture, modifié par l'arrêté royal du 19 septembre 1984;

10° l'arrêté royal du 15 décembre 1980 déterminant l'occupation agricole ou horticole que le bénéficiaire de l'indemnité de sortie ou de la prime d'apport structurel octroyée en vertu des dispositions de la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture, peut continuer à exercer après l'abandon de son exploitation;

11° l'arrêté ministériel du 7 mars 1974 arrêtant la formule en vue d'obtenir l'indemnité de sortie ou la prime d'apport structurel prévues par la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture et déterminant les documents qui doivent y être joints;

De door deze ambtenaren opgemaakte processenverbaal hebben bewijskracht tot het tegenbewijs is geleverd. Een afschrift ervan wordt, binnen vijftien dagen na de vaststelling van de inbreuk, aan de overtreders ter kennis gebracht bij een ter post aangetekende brief.

Deze ambtenaren mogen de plaatsen die tot woning dienen slechts bezoeken met verlof van de rechter in de politierechtbank, en dan enkel van 5 uur 's morgens tot 9 uur 's avonds. Dat verlof is eveneens vereist voor het bezoeken van andere niet voor het publiek toegankelijke plaatsen vóór 5 uur 's morgens en na 9 uur 's avonds.

Zij kunnen zich alle inlichtingen en bescheiden doen verstrekken die zij tot het volbrengen van hun opdracht nodig achten, en overgaan tot alle nuttige vaststellingen, eventueel met de medewerking van deskundigen, aangewezen door de minister van Landbouw.

Art. 11. Onverminderd de toepassing van strengere straffen bepaald bij het Strafwetboek of bij bijzondere strafwetten, wordt met geldboete van zesentwintig frank tot vijfhonderd frank gestraft, hij die de bepalingen van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan overtreedt.

Art. 12. Tegen de beslissingen genomen ter uitvoering van deze wet en van de uitvoeringsbesluiten ervan kan beroep ingesteld worden bij de minister van Landbouw.

Art. 13. De aanvragen bedoeld in artikel 3, tweede lid, 2°, moeten worden ingediend vóór 1 oktober 1996 en voor zover de ingangsdatum van het pensioen uiterlijk 1 december 1996 is. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, deze termijn met periodes van telkens één jaar verlengen, doch met een maximum van drie jaar.

Art. 14. De Koning kan, in afwijking van de bepalingen van artikel 3 § 3, van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, in het kader van deze regeling een andere ingangsdatum vaststellen voor het rustpensioen aangevraagd door de cedent.

Art. 15. § 1. Opgeheven worden :

1° de wet van 3 mei 1971 tot bevordering van de sanering van de landbouw en van de tuinbouw, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1974, de wet van 3 juni 1975 en het koninklijk besluit van 5 augustus 1980;

2° het koninklijk besluit van 14 juni 1971 betreffende de inwerkingtreding van de nieuwe wetgeving op de sanering van de landbouw en van de tuinbouw, gesteld bij de wet van 3 mei 1971 tot bevordering van de sanering van de landbouw en van de tuinbouw;

3° het koninklijk besluit van 14 juni 1971 houdende sommige maatregelen ter uitvoering van de wet van 3 mei 1971 tot bevordering van de sanering van de landbouw en van de tuinbouw;

4° het koninklijk besluit van 14 juni 1971 tot bepaling van de voorwaarden waaronder het Landbouwfonds de wet van 3 mei 1971 tot bevordering van de sanering van de landbouw en van de tuinbouw toepast;

5° het koninklijk besluit van 10 november 1971 tot uitvoering van artikel 4, vijfde lid, van de wet van 3 mei 1971 tot bevordering van de sanering van de landbouw en van de tuinbouw, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 september 1983;

6° het koninklijk besluit van 10 november 1971 tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid;

7° het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot bepaling van het landbouwjaar en tot vaststelling van de duur van de periode waarvoor de uittredingsvergoeding wordt toegekend;

8° het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van de uittredingsvergoeding aan de aanvragers die een onderneming exploiteren die geheel of gedeeltelijk de druiventelst onder glas omvat;

9° het koninklijk besluit van 21 oktober 1980 houdende sommige maatregelen ter uitvoering van de wet van 3 mei 1971 tot bevordering van de sanering van de landbouw en van de tuinbouw, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 september 1984;

10° het koninklijk besluit van 15 december 1980 tot het bepalen van de landbouw- of tuinbouwbezigheid die na het verlaten van zijn bedrijf verder mag worden uitgeoefend door de rechthebbende op de uittredingsvergoeding of op de structuurverbeteringspremie toegekend krachtens de bepalingen van de wet van 3 mei 1971 tot bevordering van de sanering van de landbouw en van de tuinbouw;

11° het ministerieel besluit van 7 maart 1974 tot bepaling van de vorm van de aanvraag tot het bekomen van de uittredingsvergoeding of van de structuurverbeteringspremie voorzien bij de wet van 3 mei 1971 tot bevordering van de sanering van de landbouw en van de tuinbouw en van de stukken die er moeten worden bijgevoegd;

12° l'arrêté ministériel du 15 avril 1977 accordant une intervention dans les frais de démolition des serres à raisin aux ayants droit à l'indemnité de sortie;

13° l'arrêté ministériel du 7 octobre 1975 modifiant l'arrêté ministériel du 7 mars 1974 arrêtant la formule en vue d'obtenir l'indemnité de sortie ou la prime d'apport structurel prévues par la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture et déterminant les documents qui doivent y être joints;

14° l'arrêté royal du 9 septembre 1983 modifiant l'arrêté royal du 10 novembre 1971 portant exécution de l'article 4, cinquième alinéa, de la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture.

§ 2. Les lois et arrêtés visés au paragraphe 1er restent néanmoins applicables aux demandés qui ont été introduites avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

§ 3. Le bénéfice de la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture ne peut pas être cumulé avec le bénéfice de la présente loi.

Art. 16. La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1995.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 1994.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
M. COLLA

Le Ministre des Petites et Moyennes entreprises
et de l'Agriculture,
A. BOURGEOIS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

MINISTERE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 95 — 139

Accord européen
relatif au transport international
des marchandises dangereuses par route (ADR)

Le texte complet de cet accord paraît en annexe au *Moniteur belge* de ce jour sous les folios 1 à 928.

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 95 — 140

30 DECEMBRE 1994. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 mars 1971 instituant un régime d'avantages sociaux pour certains pharmaciens

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 54;

Vu l'arrêté royal du 18 mars 1971 instituant un régime d'avantages sociaux pour certains pharmaciens, modifié par les arrêtés royaux des 29 décembre 1972, 14 mars 1975, 5 mai 1976, 22 juillet 1977, 25 septembre 1978, 20 décembre 1979, 19 mars 1981, 30 juillet 1981, 10 août 1982, 6 février 1984, 28 novembre 1986, 23 novembre 1987, 29 juin 1989, 2 février 1990, 19 avril 1991, 21 janvier 1992 et 31 décembre 1992;

Vu la proposition de la Commission de convention pharmaciens-organismes assureurs;

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité émis le 7 mars 1994;

12° het ministerieel besluit van 15 april 1977 tot het verlenen van een bijdrage in de afbraakkosten van druivenserren aan de rechtshabbers op de uittredingsvergoeding;

13° het ministerieel besluit van 7 oktober 1975 tot wijziging van het ministerieel besluit van 7 maart 1974 tot bepaling van de vorm van de aanvraag tot het bekomen van de uittredingsvergoeding of van de structuurverbeteringspremie voorzien bij de wet van 3 mei 1971 tot bevordering van de sanering van de landbouw en van de tuinbouw en van de stukken die er moeten worden bijgevoegd;

14° het koninklijk besluit van 9 september 1983 tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 november 1971 tot uitvoering van artikel 4, vijfde lid, van de wet van 3 mei 1971 tot bevordering van de sanering van de landbouw en van de tuinbouw.

§ 2. De wetten en besluiten bedoeld in paragraaf 1 blijven evenwel van toepassing op de aanvragen ingediend vóór de inwerkingtreding van deze wet.

§ 3. Het voordeel van de wet van 3 mei 1971 tot bevordering van de sanering van de landbouw en van de tuinbouw kan niet samengevoegd worden met het voordeel van deze wet.

Art. 16. Deze wet treedt in werking op 1 januari 1995.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 23 december 1994.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
en de Landbouw,
A. BOURGEOIS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR

N. 95 — 139

Europees verdrag
betreffende het internationaal vervoer
van gevaarlijke goederen over de weg (ADR)

De volledige tekst van dit verdrag verschijnt in de bijlage tot het *Belgisch Staatsblad* van heden onder pagina's 929 tot 1952.

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 95 — 140

30 DECEMBER 1994. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 maart 1971 tot instelling van een regeling van sociale voordelen voor sommige apothekers

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 54;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 maart 1971 tot instelling van een regeling van sociale voordelen voor sommige apothekers, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 december 1972, 14 maart 1975, 5 mei 1976, 22 juli 1977, 25 september 1978, 20 december 1979, 19 maart 1981, 30 juli 1981, 10 augustus 1982, 6 februari 1984, 28 november 1986, 23 november 1987, 29 juni 1989, 2 februari 1990, 19 april 1991, 21 januari 1992 en 31 december 1992;

Gelet op het voorstel van de Overeenkomstencommissie apothekers-verzekeringsinstellingen;

Gelet op het advies, uitgebracht op 7 mars 1994 door het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;